

## L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Côte d'Ivoire

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme « Sécurité, Support et Solutions le long de la Route de la Méditerranée Centrale » financé par le Royaume-Uni à travers le département du développement international (DFID) dont l'un des objectifs est d'améliorer la compréhension des gouvernements, des agences humanitaires et des organisations nationales sur les tendances migratoires afin notamment de formuler des réponses adaptées. Des études ont été menées dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali et Sénégal) de 2018 à 2020 dans le cadre de ce programme.



© OIM/Mohamed Aly Diabaté

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) qui combine:

- **Entretiens** avec des informateurs clés en contact avec les migrants de retour – **8** entretiens menés
- **Enquêtes individuelles** – **360** migrants de retour enquêtés

### LE PROFIL DES MIGRANTS DE RETOUR ENDETTÉS

# 83%

SONT DES HOMMES

# 84%

ONT 34 ANS OU MOINS

# 17%

NE PERÇOIVENT PAS DE REVENU

# 34%

SONT CHEFS DE MÉNAGE

# 84%

S'ENDETTENT POUR FINANCER LEUR MIGRATION

# 29%

S'ENDETTENT APRES LEUR RETOUR DE MIGRATION

# 77%

DES MIGRANTS DE RETOUR ENQUÊTÉS SE SONT ENDETTÉS.

### INTRODUCTION

Plus de 8 000 migrants ont été assistés dans leur retour par l'OIM Côte d'Ivoire entre janvier 2017 et juillet 2020 à travers le programme d'Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration. Or, les rapports sur les profils sociodémographiques des communautés de retour publiés par l'OIM en 2018 ont révélé que le niveau des dettes des migrants de retour a un impact significatif sur les processus de réintégration. La présente étude a permis de:

- Dresser le profil des migrants de retour de migration qui se sont endettés;
- Comprendre par quels mécanismes les migrants de retour ont contracté des dettes, quels acteurs sont impliqués dans le processus, à quelles étapes de leur voyage le long des routes migratoires;
- D'évaluer l'impact de l'endettement sur le processus de réintégration des migrants de retour ivoiriens dans leurs communautés d'origine.

« On peut considérer que la **réintégration est durable** lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)migration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité. » (OIM, 2019)

L'accumulation de dettes dans le contexte de la migration est perçue comme un choix rationnel, à partir duquel le migrant espère avoir un impact positif sur sa propre situation mais aussi sur celle de sa famille et des communautés soutenant le projet de migration.

### LE POIDS DE LA DETTE

Les dettes de migration sont le type de dettes les plus fréquentes et créent les plus hauts niveaux d'endettement chez les migrants de retour assistés enquêtés. Les sommes empruntées dans ce contexte migratoire par les répondants vont de 14.400 FCFA (26 USD) à 4.150.000 FCFA (7463 USD). Les sommes les plus empruntées se situent entre 500.000 et 1.000.000 FCFA (899 et 1.798 USD).

Cette étude permet d'observer que la migration et son financement sont bien souvent conçus comme un projet commun. Les familles, ainsi que la communauté, investissent beaucoup d'espoir dans le voyage de l'un des leurs. Un double poids pèse ainsi sur le migrant endetté : celui de réussir sa migration mais surtout, réussir afin de rétribuer le prêteur.

Le crédit s'inscrit principalement dans le cadre d'une relation de confiance. En effet, 80% des migrants de retour endettés déclarent que la personne auprès de qui le prêt en lien avec le projet migratoire a été contracté était au courant du motif de l'emprunt. D'ailleurs, la majorité des individus qui prêtent de l'argent au migrant sont soit de sa famille (54%), soit des amis ou proches (29%).

### LES FEMMES MIGRANTES DE RETOUR ENDETTEES

Lorsque l'on compare aux hommes, les migrantes de retour enquêtées ont contracté un nombre plus important de crédits liés au projet migratoire et les sommes empruntées sont plus conséquentes reflétant de possibles difficultés à mobiliser des fonds par l'autofinancement ou auprès de leurs réseaux. D'ailleurs, 19% des femmes (contre 6% des hommes) passent par un facilitateur ou un passeur pour financer leur migration avec les risques que cela peut engendrer en termes de protection, notamment de trafic et de traite des personnes. Par ailleurs, les migrantes de retour ont également privilégié les crédits contractés avant leur départ (61%). Cela pourrait se justifier par le fait que les femmes voyagent majoritairement par avion pour aller notamment en Tunisie ou au Maroc, ce qui entraîne donc possiblement un coût migratoire plus élevé au départ de la Côte d'Ivoire afin, notamment, de payer le billet d'avion. À l'inverse, les hommes empruntent davantage la voie terrestre, ce qui nécessiterait donc des sommes moins importantes pour quitter la Côte d'Ivoire. Les résultats des enquêtes individuelles révèlent aussi que 30% des femmes migrantes de retour qui ont contracté au moins une dette affirment n'avoir aucun revenu contre 14% des hommes dans la même situation. Cela tend à indiquer une situation au retour plus difficile pour les femmes migrantes, notamment en termes de ressources financières disponibles.

### L'IMPACT DE LA DETTE

- 51% des migrants de retour endettés estiment que leur dette impacte négativement leur situation économique personnelle.
- 63% des migrants de retour endettés estiment que leur dette les impacte négativement sur le plan social et psychologique.
- 23% des participants ont déclaré avoir été victimes de menaces, d'abus et d'actes de violence pour rembourser une dette.

Les migrants de retour peuvent être perçus comme des individus ayant manqué à leurs devoirs. Outre le fait que le retour soit perçu de manière très négative par les proches et membres de la communauté, le migrant qui a cumulé des dettes pour partir peut être considéré comme quelqu'un en qui on ne peut plus avoir confiance et qui suscite désormais la méfiance. Le sentiment de « honte » du migrant de retour endetté est très marqué et caractéristique des difficultés à surmonter dans le cadre du retour et de la réintégration en Côte d'Ivoire.

Contracter un crédit crée une pression supplémentaire importante sur le migrant de retour dont les ressources économiques seront souvent orientées vers le remboursement des emprunts, ce qui engendrera des conséquences négatives sur la situation économique du migrant, voire même de sa famille. L'incapacité à rembourser peut également générer une spirale de dettes et déclencher dans certains cas un nouveau départ.

## RECOMMANDATIONS

### Axe préventif

- Renforcer les canaux d'information sur les dangers de la migration irrégulière et les diffuser de manière plus large afin qu'ils touchent les migrants potentiels, les migrants en cours de voyage et les candidats au retour.
- Renforcer les mécanismes de collecte d'informations auprès des migrants de retour, afin de permettre un meilleur suivi des pratiques illégales, comme par exemple la mise sous contrat.
- Supporter l'identification des réseaux de traite actifs et des systèmes d'exploitation existant afin d'assurer une meilleure protection des migrants de retour soumis au travail forcé et aux mises sous contrats afin de rembourser leurs dettes.
- Mettre en place et/ou étendre les systèmes de protection sociale de manière à éliminer la dépendance à l'égard des crédits contractés pour les besoins de base.
- Sensibiliser à la question de la dette migratoire, en présentant clairement les ramifications économiques, sociales et psychosociales qui en découlent.

### Axe programmatique

- Envisager de mettre en place des programmes de gestion financière et économique pour les retournés sous forme de formations dispensées par des intervenants qualifiés ;
- Identifier l'offre de services et les acteurs impliqués dans le secteur de la santé mentale et du soutien psycho-social en Côte d'Ivoire et en promouvoir l'accès de manière étendue par le biais de campagnes de sensibilisation ;
- Promouvoir la protection des migrants de retour en risque de subir des menaces, des abus ou des actes de violence visant à les contraindre à rembourser une dette ;
- Promouvoir davantage de séances de médiations familiales - comme cela se fait déjà dans le cadre de l'initiative EUTF - permettant de rétablir le contact entre le migrant de retour et sa famille. Intégrer la question des emprunts et des responsabilités financières au cours de ces séances, afin de mieux cerner l'impact de l'endettement sur le migrant de retour et sa famille.

Accès au rapport complet [ici](#).

Contact en Côte d'Ivoire: [mschramm@iom.int](mailto:mschramm@iom.int)

Contact au Bureau Régional : [djusselme@iom.int](mailto:djusselme@iom.int)